

Enseignement confessionnel catholique et développement de la cohésion socioculturelle au Cameroun : fondements et impacts dans le Septentrion

Nicolas Nöel Chabanel Owona Ndounda, Laure Marguerite Mbilongo Eleme

▶ **To cite this version:**

Nicolas Nöel Chabanel Owona Ndounda, Laure Marguerite Mbilongo Eleme. Enseignement confessionnel catholique et développement de la cohésion socioculturelle au Cameroun : fondements et impacts dans le Septentrion. Pierre MBOUOMBOUO. L'émergence du Cameroun sous le prisme des sciences sociales et humaines. , L'Harmattan, pp.129-148, 2015, 978-2-343-09308-6. hal-01633053

HAL Id: hal-01633053
https://hal.science/hal-01633053

Submitted on 13 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Enseignement confessionnel catholique et développement de la cohésion socioculturelle au Cameroun : fondements et impacts dans le Septentrion

Nicolas OWONA NDOUNDA, *owonanicolas@gmail.com*
Laure Marguerite MBILONGO, mbi_laure@yahoo.fr
Attachés de recherche ;
Centre National de l'Éducation
Yaoundé-Cameroun

Résumé :

Dans sa marche vers l'émergence, la Région septentrionale du Cameroun a dû accepter l'éducation moderne. Cependant, cette acceptation ne s'est pas passée sans heurts. En effet, l'histoire de l'enseignement moderne en général, et de l'enseignement confessionnel en particulier, au Nord-Cameroun[1], est intrinsèquement liée à son évangélisation. Celle-ci fut tout d'abord l'œuvre des missionnaires luthériens à partir de 1923. Les Oblats de Marie Immaculée (OMI) de la Mission Tchad/Cameroun débarquèrent ensuite en 1946. À leur arrivée, ils trouvèrent une région organisée en *lamidats*, dominée par les Foulbé islamisés depuis le XIX^{e} siècle et opposés à l'intrusion de toute autre religion. La scolarisation ici restait à faire totalement, puisque la région demeura jusqu'à l'installation de ces différentes missions, parent pauvre de l'éducation coloniale. En 1952, lorsqu'Yves Plumey, chef de la mission des OMI, fonda le Collège de Mazenod de Ngaoundéré, il n'existait que le Lycée Classique de Garoua, seul établissement secondaire pour tout le Nord-Cameroun. Cependant, il dut s'adapter à un contexte culturel dans lequel le "Blanc", sa religion et son école furent longtemps considérés comme "diaboliques". Le présent article analyse donc l'écart entre cet environnement hostile et l'émergence de la région du Nord-Cameroun au travers de cet ordre d'enseignement. Les données primaires et empiriques ont permis de faire une analyse sociohistorique pour démontrer que l'enseignement confessionnel catholique constitue un des

[1]Les expressions "Nord-Cameroun" et "Grand-Nord" sont utilisées dans le cadre de cette étude afin de désigner les trois régions administratives actuelles de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord.

leviers du développement du Grand-Nord, zone la plus islamisée du pays[2].

Mots clés : *Évangélisation, enseignement catholique, Islam, Nord-Cameroun, Kirdi*.

La tâche d'évangéliser la région du Nord-Cameroun a été confiée aux missionnaires Oblats de Marie Immaculée (OMI) par la Congrégation de la Propagande de la Foi du Vatican en 1946. Cette région avait la réputation d'être très hostile à l'égard des étrangers sur le plan environnemental, avec un climat très humide sur le Plateau de l'Adamaoua et très sec à mesure que l'on s'avançait vers le Tchad ; des voies de communications presqu'inexistantes dans un paysage montagneux et rocailleux, malgré la pénétration coloniale. Lorsqu'ils débarquèrent à Ngaoundéré, les OMI trouvèrent une ville d'une superficie de 17.000 Km² environ[3], avec une population estimée à 13 000 habitants en 1950 par le Bureau Central d'Études d'Outre-mer (BCEOM), déjà établie et dominée par les Foulbé islamisés. Ils avaient conquis tout le Grand-Nord du Cameroun sous la bannière du *djihad* au XIX^{e} siècle. Ainsi, seules les écoles coraniques fleurirent dans cette région avant la colonisation. L'arrivée des Européens, colons et missionnaires, se heurta à l'ancrage culturelle qui voyait en l'école "moderne" un instrument de christianisation. Cette conception de l'école fit connaître à cette région un très grand retard dans le processus de scolarisation et même dans son développement.

---

[2]Selon l'Institut National de la Statistique du Cameroun, 71,2% de la population de l'Adamaouaen 2010 se réclamait de l'Islam, 42,7% dans l'Extrême-Nord et 40,7% dans le Nord, ce qui en font les Régions les plus islamisées du Cameroun. Lire *État et structures de la population : indicateurs démographiques*, document disponible en ligne à l'adresse http://www.statistics-cameroon.org/downloads/Etat_et_structure_de_la_population.pdf, consulté le 23 avril 2011.

[3] La superficie de la ville est indiquée par le rapport de l'administrateur français de la subdivision de Ngaoundéré de 1951. Cette ville est aujourd'hui qualifiée de « vieille ville de Ngaoundéré », c'est le site bâti par les Foulbé à la suite des conquêtes du djihad du XIX^{e} siècle.

Si, d'une part, il est important de comprendre à travers une analyse évolutive ce qui rendit nécessaire la création des établissements confessionnels catholiques et comment ils purent s'implanter et s'imposer dans un contexte hostile et peu favorable à l'école et au christianisme, cette démarche permet, d'autre part, de construire une analyse qui réside sur l'impact de l'implantation de l'enseignement confessionnel catholique sur l'émergence du Grand-Nord du Cameroun. Comment société, autrefois ancrée dans la tradition, a-t-elle pu accéder à la modernité grâce à l'enseignement confessionnel catholique ? Par sa stratégie d'insertion sociale, cet ordre d'enseignement n'a-t-il pas permis aux hostilités de faire place à la tolérance interreligieuse et interculturelle ? Cette étude se propose donc de répondre à ces différentes interrogations, à travers une approche analytique de l'objectif de l'émergence du Cameroun. En prenant appui sur la sociohistoire, cet exercice permet de faire état de la situation sociopolitique du Nord-Cameroun à l'arrivée des OMI, situation qui commande d'appréhender la nécessité de la création des établissements confessionnels catholiques. Enfin, il s'agira d'analyser l'impact de cet ordre d'enseignement dans l'émergence du Nord-Cameroun.

Section 1 : La situation sociopolitique à l'arrivée des missionnaires catholiques et la nécessité de la création des établissements scolaires

Paragraphe 1 : Contexte religieux à l'arrivée des OMI

Lorsque les Foulbé, avec à leur tête *Djobdi* arrivèrent à Ngaoundéré en 1836, ils y trouvèrent déjà installés les Mboum, société structurée et hiérarchisée, bâtie autour du *bellaka* (chef). Après quelques luttes, ces derniers s'allièrent aux Foulbé. Par cette alliance, les Mboum avaient un statut particulier : sans être des esclaves, ils n'étaient pas non plus traités comme des Foulbé de sang, ils payaient donc un tribut au *laamiido* (encore désigné sous le titre d'*ardo*), nouveau chef foulbé islamisé. Néanmoins, ils étaient tellement associés à la gestion du lamidat qu'il était presqu'impossible de les distinguer des Foulbé (J. C. Froelich : 1954 ; 19).

La nouvelle administration foulbé mit en place un système fonctionnant sur la base des razzias et de l'esclavage. Les captifs « étaient la principale richesse économique des Foulbé, car le Foulbé libre ne travaillait pas et refusant d'exercer un métier autre que celui de berger ou

de propriétaire de troupeaux, tout le soin des cultures vivrières incombait aux captifs » (J. C. Froelich : 1954 ; 19). Ainsi, à la suite des conquêtes Foulbé, on pouvait distinguer à Ngaoundéré les Foulbé, vainqueurs et islamisés ; les personnes qui avaient été vaincues et qui, du fait de leur islamisation, sont passées du statut d'esclave à celui d'hommes libres ou *rimbe* (singulier *dimo*) ; les esclaves ou *matchoube* (singulier *matchoudo*), qui étaient constitués de populations *kirdi*ou encore des *haabé*[4], qui signifient non *islamisé ou* tout simplement *païens*.

Conscientes de la solidité de l'organisation foulbé, les administrations coloniales, allemande dès 1901 et française à partir de 1915, étaient assez conciliantes envers leurs exactions à l'égard des autres peuples non-islamisés. Dans le souci de respecter les préceptes de l'Islam, qui n'autorisent pas de réduire en esclavage d'autres musulmans, le *laamiido* de Ngaoundéré l'Ardo Yaya Dandi (qui régna de 1924 à1929) et son fils, l'Ardo Mohammadou Abbo qui lui succéda, empêchèrent la construction de mosquées dans certains villages, véritables viviers d'esclaves (K. Løde : 1990 ; 116-117-118). De cette domination foulbé naquit chez les autres populations un sentiment de frustration que les missionnaires luthériens suivis plus tard des missionnaires catholiques n'eurent pas de mal à exploiter.

Il faut tout de même préciser que, que ce soit au Nigeria, où l'Angleterre pratiquait l'administration indirecte en donnant plus de pouvoir aux autorités traditionnelles dans la gestion des affaires locales, ou au "Kamerun" où l'Allemagne pratiquait l'administration plus directe, les difficultés d'implantation furent les mêmes pour les missions chrétiennes en général : elles n'obtinrent pas facilement la permission des autorités coloniales de s'installer en zones musulmanes (Nord-Nigeria et Nord-Cameroun). En effet, en 1903, le gouverneur Allemand au Kamerun, von Puttkammer refusa aux catholiques l'installation en Adamaoua pour des raisons politiques liées aux relations avec les musulmans du Nord-

[4] « *Kirdi* est un mot d'origine *baguirmienne* (Tchad) importé au Nord-Cameroun après la prise de Mora par les troupes françaises et suite à la défection de l'armée allemande (1916). Le mot le plus usité pour désigner les populations non Foulbé, adeptes des religions traditionnelles, reste celui de *haabe*, pluriel de *kaado*. » *in* Hamadou Adama, 2005, "Islam et christianisme dans le bassin du lac Tchad : Dialogue des religions ou dialogue des religieux ?" *Recherches Africaines* [en ligne], Numéro 04 - 2005, 2 juin 2005. Disponible sur Internet : http://www.recherches-africaines.net. Consulté le 6 novembre 2009.

Cameroun. D'autres demandes eurent la même suite défavorable pour la même raison ou simplement parce que l'administration n'était pas suffisamment établie et ne pouvait pas garantir la sécurité des missionnaires (R. Harry : 1938 ; 372-373 cité par K. Løde : 1990 ; 9).

Les missionnaires luthériens avaient eux aussi rencontré beaucoup de problèmes lors de leur installation. En plus des réticences de l'administration allemande, il fallait après la guerre faire face à la France. Mais celle-ci, au regard des conditions du mandat, ne pouvait refuser l'accès dans les territoires aux citoyens d'un pays membre de la Société des Nations. Cependant, ces missionnaires eurent le droit de s'installer en zone musulmane, sans toutefois pouvoir mettre sur pied une œuvre missionnaire. Kåre Løde cite ainsi les pasteurs Kaardal et Revne qui acceptèrent cette condition avant de s'installer à *Léré*, dans l'actuelle région de l'Adamaoua ; il évoque aussi les tentatives de barrer la voie à l'installation des missions protestantes dans le Nord de la part du gouverneur Delafosse et de l'évêque de Brazzaville (K. Løde : 1990 ; 10). L'évangélisation de l'Adamaoua fut finalement l'œuvre de la *Sudan Mission* à partir de 1923, et de la Mission Protestante Norvégienne qui arriva à Ngaoundéré le 6 mars 1925, lesquelles fusionnèrent pour fonder plus tard l'Église Évangélique Luthérienne du Cameroun (E.E.L.C.)[5]. Rappelons qu'à son arrivée, le *laamiido* attribua à la mission norvégienne un terrain considéré par les populations locales comme maudit, et où des détritus en tout genre étaient déversés (carcasses d'animaux, déchets alimentaires, restes d'esclaves et de prisonniers de guerre…). Ils y installèrent leur mission. Cette attribution de terrain, qui équivalait presqu'à un refus de s'installer, avait justement pour but de faire partir ces missionnaires indésirables. Même si les Luthériens furent les premiers à s'installer à Ngaoundéré, ce n'est qu'en 1958 qu'ils fondèrent un Collège d'enseignement confessionnel dans la ville de Ngaoundéré. Le premier établissement de cet ordre est l'œuvre des missionnaires catholiques.

Paragraphe 2 : Les OMI à Ngaoundéré en 1946

[5] Lire Lasseur Maud, "Cameroun : les nouveaux territoires de Dieu", *Afrique contemporaine*, 2005/3 no 215, p. 93-116. DOI : 10.3917/afco.215.0093 article en ligne à l'adresse : http://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-3-page-93.htm, consulté le 23 avril 2011.

C’est en effet en juin 1914 que le vicaire apostolique pour l’Afrique Centrale, Mgr Geyer, reçut du gouverneur Allemand au Kamerun, Karl Ebermaier la première autorisation de faire un passage à Ngaoundéré, à la condition de cacher le motif de son voyage qui était de considérer les possibilités d’une œuvre missionnaire dans l’Adamaoua. Mais cette autorisation n’eut pas de suite à cause de la guerre (K. Løde : 1990 ; 10). Du fait de l’arrivée des premiers fonctionnaires et travailleurs Camerounais sous l’administration française, les catholiques s’installèrent peu à peu à Ngaoundéré à partir de 1915, mais il leur était interdit par l’administration de pratiquer publiquement leur religion (Y. Plumey : 1990 ; 74-75). Il faut donc comprendre que, ce ne fut que clandestinement que se pratiqua la religion catholique avant 1946, année qui marqua l’arrivée de la mission Tchad-Cameroun à Ngaoundéré. Elle se chargea de l’évangélisation de tout le Grand-Nord du Cameroun, jusqu’au Tchad. L’idée même d’une école catholique n’était de ce fait pas envisageable au regard de cette situation, avant l’arrivée des OMI.

Après la proposition du R.P. Prouvost à la Congrégation de la Propagande de la Foi de créer un institut missionnaire dans les territoires situés au Nord et à l’Ouest du plateau de l’Adamaoua, il fut décidé, le 21 mars 1946, de l’attribuer aux Oblats de Marie Immaculée dans le cadre de la mission Tchad/Cameroun qui recouvrait toute la région du Nord-Cameroun, de l’actuelle région de l’Adamaoua, jusqu’au Mayo Kebbi au Tchad(Y. Plumey : 1990 ; 22). L'équipe était constituée de quatorze missionnaires avec à leur tête Yves Plumey[6].

Les Missionnaires Oblats de Marie-Immaculée sont un ordre religieux de l'Église catholique romaine fondé à Aix-en-Provence le 25 janvier 1816 par Saint Eugène de Mazenod (1782-1861), prêtre Français de Marseille, sous l’appellation de *Société des missionnaires de Provence*. L'ordre fut reconnu par le pape Léon XII le 17 février 1826 et prit le nom d’Oblats de Marie Immaculée. En 1841, il envoie ses premiers missionnaires au Canada. Leur succès dans cette région où l’hostilité des tribus indiennes ne laissait pas d’optimisme, valut aux oblats le surnom de « spécialistes des missions difficiles » par le pape Pie XI en 1938. Sans doute est-ce

[6] Les membres de cette première équipe étaient : Yves Plumey ; Honoré Jouneau ; Albert Juillé ; Jean Colson ; Louis Chauvat ; Léon Robert ; Élie Bève ; Gabriel Renault, Jean-Claude Zeltner, Georges-Hilaire Dupont ; Yves J. Monrozier ; François Batard ; Albert Moysan.

cette expérience qui décida la Congrégation de la Propagande de la Foi à leur confier le Nord-Cameroun. De plus, la zone étant sous domination française, il était donc logique d'y envoyer un ordre religieux français. Mais à leur arrivée, les missionnaires OMI furent confrontés à divers problèmes, au rang desquelles l'accueil de l'administration, pourtant française. Le rapport de politique mensuel de la subdivision de Ngaoundéré de mars 1947 (n°25.Cf ; Archives Nationales de Yaoundé) adressé au Haut-Commissaire Robert Casimir, et dont l'auteur n'est pas précisé, mentionne que

> Ces jeunes Pères ont cependant tout un apprentissage à faire et on sent que certains d'entre eux sont nettement dépaysés et ne se rendent pas compte qu'ils ne sont pas dans un village de France. Peut-être certains s'imaginaient-ils que l'administration fournirait gratuitement matériel et main d'œuvre pour l'installation de la mission.

Leur adaptation s'est surtout faite grâce à la force de caractère d'un homme : le R.P. Yves Plumey, fondateur du Collège de Mazenod de Ngaoundéré.

Malgré tout, les missionnaires catholiques ont été mieux dotés que les protestants. En effet, il leur fut attribué un terrain, certes à l'extérieur de la vieille cité de Ngaoundéré, mais à un endroit plus habitable tant par son relief et la superficie que par la perception moins négative que les populations en avaient. Jusqu'ici, aucun historien n'a pu expliquer cette distinction dans le traitement des deux missions, mais nous pourrions avancer quelques hypothèses.

Tout d'abord, à leur arrivée, les OMI trouvèrent une situation d'instabilité politique dans le lamidat de Ngaoundéré. Après 18 ans de règne, de 1904 à 1922, l'Ardo Issa Maigari laissait une situation conflictuelle qui vit se succéder : l'Ardo Mohaman Yagarou (fils de Maigari) de 1922-1924 ; l'Ardo Yaya Dandi qui règna de 1924 à1929, celui-là même qui accueillit les protestants et leur attribua le terrain hostile ; l'Ardo Mohammadou Abbo, qui régna 9 ans et fut destitué en 1939 ; l'Ardo Alioum qui régna lui aussi 9 ans et fut destitué en 1948. Cette période délicate était marquée par des coups d'État internes au lamidat, ou tout simplement par des destitutions orchestrées par les autorités coloniales lorsque le *laamiido* n'était pas favorable à leur

politique[7]. Cet état de chose a sans doute profité à Plumey qui trouva un chef traditionnel aux abois, soucieux de préserver son trône et donc forcément plus conciliant à l'égard des Européens.

On pourrait dès lors supposer que le fait même que Plumey ait été Français joua en sa faveur car plus proche de l'administrateur colonial en place à ce moment-là. Or, en 1925 lorsque les protestants norvégiens arrivèrent, le souvenir de la conquête allemande était encore frais dans les mémoires. La perception du colon était très négative et mal vécue par la population. Ne pouvant refuser l'installation de cette mission, ce fut malgré lui que Yaya Dandi les reçut, ce qui expliquerait le type de terrain qui leur fut attribué. Les actions répressives des Français à l'égard des chefs eurent certainement pour effet de les rendre plus conciliants mais pas résignés car, que ce soit la mission protestante ou la mission catholique, elles furent toutes deux installées à des sorties de la ville : la première à la sortie Est, la seconde à la sortie Ouest.

Enfin, Plumey, en habile diplomate, entretenait des relations de grande sympathie avec les autorités traditionnelles locales. Dès son arrivée, il se rendit chez le *laamiido* pour nouer les premiers contacts. La relation qui se tissa avec les autorités traditionnelles influença grandement l'orientation religieuse de l'enseignement confessionnel catholique dans le Nord-Cameroun en général et au Collège de Mazenod en particulier.

Paragraphe 3 : Contexte scolaire et nécessité de création des établissements scolaires

L'histoire de l'école moderne au Cameroun est intrinsèquement liée à l'évangélisation. En effet, ce fut le Pasteur Joseph Merrik qui ouvrit la toute première école primaire au Cameroun en 1844 à Bimbia, près de la ville actuelle de Limbé (Région administrative du Sud-Ouest). La deuxième école fut fondée l'année suivante à Bethel (Douala) par un autre missionnaire, le Pasteur Alfred Saker. Quatre ans plus tard, près de 80 enfants camerounais fréquentaient l'école. En 1859, on dénombrait déjà 7 écoles au Cameroun : à Bimbia (1 école), à Victoria (1 école) et à Douala (5 écoles).L'éducation scolaire au Cameroun à cette période fut

facilitée par l'évangélisation. De son côté, l'administration coloniale allemande (de 1884 à 1915) ouvrit deux écoles en 1888, l'une à Douala, ville qui abrita la résidence des gouverneurs et le siège du gouvernorat (de 1885 à 1901) ; et l'autre à Victoria, actuelle ville de Limbé. Toutefois, ce qu'il faut souligner est que, avant la colonisation, dans le Grand-Nord du Cameroun, c'est aussi la religion qui fut le premier socle de l'enseignement à travers les écoles coraniques.

A- L'enseignement coranique

Bien avant la colonisation, le Grand-Nord du Cameroun, sous la domination des Foulbé islamisés, connaissait un véritable essor de l'enseignement coranique, avec pour principale finalité, la lecture du Coran. Cet enseignement était dispensé par des *malloum* et des *modibbé* (D. Abwa : 1997 ; 47). D'après Tassou André, ces enseignants étaient d'origine Kanouri, venus de l'actuel Nigéria avec les conquérants Foulbé. Pour le cas de la ville de Ngaoundéré par exemple, « le nombre de *malloum* et de *modibbé* a connu une légère augmentation avec l'arrivée, sous le règne d'Ardo Issa[8], du premier satellite des maçons Kanouri venus pour la construction de la muraille du lamidat » (A. Tassou : 2006 ; 217). Ainsi, le nombre d'écoles coraniques augmenta dans les quartiers tels que *Malloumri*[9].En 1950, on pouvait donc compter à Ngaoundéré, 18 écoles coraniques élémentaires et 19 écoles coraniques supérieures, soit un total de 37 écoles, avec un effectif de 555 élèves (R. Santerre : 1973 ; 36). Si dans le Grand-Nord l'on a enregistré une telle montée des écoles coraniques, les raisons en sont multiples. En effet, la conquête Foulbé avait pour but avoué l'islamisation. Mais au-delà, il faut dire que la création d'une école coranique ne nécessitait pas beaucoup de moyens financiers. C'étaient très souvent les domiciles des *malloum* qui servaient de salle de classe. De plus, avec l'augmentation du nombre de fidèles musulmans dans les villes, le nombre d'écoles coraniques augmentaient aussi. Il apparait donc que l'enseignement coranique, avant et pendant la colonisation était assez bien installé dans le Grand-Nord. Cette situation était d'autant plus significative que la population, islamisée, avait du mal à faire confiance à l'école "moderne" qu'apportait le "Blanc".

B- L'enseignement "moderne" public

[8]Ardo Issa régna de 1854 à 1878 (lire Froelich, 1954 : 13)
[9]*Malloumri* veut dire littéralement en fulfulde, quartier ou domaine des *malloums.*

Par « enseignement moderne », nous entendons l'enseignement et le système éducatif apporté par les colons et les religieux chrétiens. Si la tradition est une coutume ou une habitude qui est mémorisée et transmise de génération en génération, comme l'était l'islam au Grand-Nord ; la modernité est un mode de civilisation caractéristique, qui s'oppose au mode de la tradition, c'est-à-dire à toutes les autres cultures antérieures ou traditionnelles. Elle implique un changement de mentalité. Ainsi, la modernité innove, agit, élargit, invente et réinvente le vécu d'une société.

L'école "moderne" eut beaucoup de difficultés à s'implanter dans le nord du Cameroun. En effet, les sociétés musulmanes craignaient de perdre leur identité en y envoyant leurs enfants. Ainsi, la première tentative allemande à créer une école primaire à Garoua en 1905 s'est soldée par un échec (H. Tourneux et O. Iyébi-Mandjeck : 1994 ; 100 ; J. Boutrais : 1984 ; 467). L'Allemagne, au regard du contexte social fortement islamisé et l'hostilité des sociétés du Nord-Cameroun à l'égard de cette administration, investit surtout dans le sud du pays sur le plan de l'enseignement.

Sur les traces de l'Allemagne dès 1915, la France et la Grande Bretagne portèrent leurs premiers efforts de scolarisation sur les régions du Centre, du Sud, du Littoral, de l'Ouest, de l'Est et du Nord-Ouest[10]. Le Grand-Nord demeurait alors le parent pauvre de la scolarisation. C'est finalement en 1917 qu'une école des "fils des chefs" fut ouverte à Ngaoundéré par l'administration coloniale française, destinée à former les cadres dont elle avait besoin. Cependant, malgré son caractère discriminatoire, on y retrouvait essentiellement des enfants autres que ceux des chefs, puisque ces derniers étaient réticents à y envoyer leurs progénitures. En effet, « l'administration coloniale [à travers l'école] était alors perçue par les chefs musulmans comme le bras séculier de l'église chrétienne venue combattre l'Islam jusque dans leur pays » (H. Adama, 2005, article en ligne sans pagination). Cet état d'esprit contribua largement à l'échec de cette école. Il faut ajouter à cela son éloignement par rapport à la cité de Ngaoundéré et les « exactions » commises par les moniteurs (A. Tassou : 2006 ; 226). Ainsi, en 1959, on pouvait recenser

[10] Lire André Tsague, 2006, "Histoire de l'école au Cameroun" in ECOVOX, n°35 janvier-juin 2006, article en ligne sur http://www.cipcre.org/ecovox/eco35/pages/qu_est_ce_que_lecole.html consulté le 15 janvier 2012.

dans tout le nord du Cameroun, 9 écoles primaires publiques, 2 écoles franco-arabes et 6 écoles primaires confessionnelles privées. Ces dernières sont des créations catholiques et protestantes.

C- L'enseignement "moderne" confessionnel

Les premiers qui construisirent une école primaire confessionnelle dans le Nord-Cameroun étaient les missionnaires luthériens en 1933, l'école Protestante Station à Ngaoundéré. C'est en 1947 que la première école primaire catholique fut créée par les OMI (Y. Plumey : 1990 ; 517-518). Il faut donc noter que la scolarisation du Nord-Cameroun connut une grande lenteur, en comparaison du Sud. Ainsi, une des urgences pastorales des missionnaires qui débarquèrent dans le Nord-Cameroun fut l'éducation des jeunes. En 1947, le taux de scolarisation y était de 7%, contre 50% dans le Sud (P. L. Betene et J. P. Messina : 1990 ; 330). L'ouverture des écoles primaires par les missions au Cameroun fut une exigence des autorités mandataires au nom de la Société des Nations et, plus tard, des Nations Unies. Contrairement à l'école publique coloniale, l'école confessionnelle n'eut pas beaucoup de mal à s'implanter. En effet, inversement aux administrateurs coloniaux, les missionnaires ne concentrèrent pas leurs efforts d'éducation sur l'élite musulmane, mais sur les *Kirdi*, qui eux, n'étaient pas islamisés et étaient plutôt réceptifs à l'évangélisation, ce d'autant plus qu'ils étaient marginalisés par les musulmans Foulbé et voyait donc en l'école une voie d'émergence.

Section 2 : L'émergence de l'enseignement secondaire confessionnel catholique

En1952, l'enseignement primaire confessionnel en général et catholique en particulier, était déjà assez bien installé. En effet, les missionnaires profitèrent de la confiance que leur accordèrent les différentes administrations coloniales pour créer des écoles en tant que vecteur de la foi chrétienne. Les missionnaires adoptèrent la politique qui consistait à créer une école pour préparer la création d'une nouvelle mission. Àcôté des églises, les missionnaires catholiques ont toujours construit des écoles primaires. Malheureusement, tout était à faire dans l'enseignement secondaire.

Les élèves, à l'obtention du CEPE (Certificat d'Études Primaires Élémentaires), qui marque la fin du cycle primaire, sont âgés de 20 ans ou plus en moyenne. En effet, les parents inscrivaient leurs enfants à l'école assez tardivement (8 ans en moyenne), la durée du cursus scolaire

et la longueur des distances à parcourir n'encourageaient pas les élèves à continuer leur instruction[11]. Ainsi, beaucoup préféraient soit s'engager dans la vie professionnelle en postulant aux différents concours de l'administration ou en devenant eux-mêmes instituteurs, ce qui était possible à ce moment-là avec ce diplôme. Cependant, avec le CEPE uniquement, on commençait à la plus petite catégorie de l'administration et l'ascension vers des sphères décisionnaires devenait presqu'impossible. Soit ils continuaient dans le secondaire, et dans ce cas ils étaient obligés de se rendre à l'École Primaire Supérieure de Yaoundé ; seuls les nantis ou les boursiers pouvaient se permettre ce luxe.

La création du Collège de Mazenod de Ngaoundéré était donc là pour palier un problème majeur : rendre accessible la scolarisation à toutes les couches sociales. Malgré l'existence du le lycée de Garoua, créé en 1950 et seul établissement secondaire du Grand-Nord à ce moment-là, il était nécessaire de fonder un autre établissement secondaire, ce que fit les OMI à travers Yves Plumey. L'enseignement confessionnel catholique au Nord-Cameroun doit son émergence à une mise en place d'une politique non seulement d'intégration de toutes les couches sociales au sein des établissements mais aussi de celle de dialogue interreligieux. Par ailleurs, l'appui financier venant de l'extérieur a également contribué à l'éclosion dudit enseignement.

Paragraphe 1 : La politique d'intégration de toutes les couches sociales

[11] L'arrêté du 25 juillet 1921 organisait l'enseignement officiel du Cameroun de la manière suivante : le service de l'enseignement était dirigé par l'inspecteur des écoles, soumis au Haut-Commissaire de la République Française au Cameroun. Dès 1937 ce service fut rattaché au bureau des affaires politiques et administratives. On avait alors un enseignement en trois paliers, comprenant les écoles de villages, les écoles régionales et l'école primaire supérieure de Yaoundé. Les premières, qui avaient pour rôle d'initier à l'écriture et au langage pendant quatre ans, comportaient une première année d'initiation au langage, un cours préparatoire en une année et un cours élémentaire en deux ans. Les écoles régionales préparaient au CEPE avec deux années de cours moyens ; enfin l'école supérieure de Yaoundé avait pour but de former les employés de l'administration (lire Claude Marchand, 1970, « L'enseignement au Cameroun sous le mandat Français (1921-39), thèse de Maîtrise ès arts en histoire, Université Laval).

Sur les traces des Allemands, l'administration française n'avait pas eu l'ambition d'aller plus loin en ce qui concerne la scolarisation, bien que les textes réglementant le mandat, puis la tutelle de la France au Cameroun eussent placé l'éducation des populations locales comme une tâche prioritaire. Ce n'est qu'en 1927 que l'administration coloniale songea à mettre en place à Yaoundé une "école primaire supérieure" dont le but était de fournir des auxiliaires à l'administration dans les domaines de la santé, des postes et de l'agriculture. Pour sa part, l'Église Catholique mit en place à Yaoundé, dès l'année 1923, un petit séminaire qui en fait, fut le premier établissement d'enseignement du second degré dans le Cameroun français. C'est de cet établissement complété en 1927 par le Grand-Séminaire que sortiront le 8 décembre 1935, les huit premiers prêtres camerounais. En ce qui concerne le Grand-Nord, il aura fallu attendre la création du Collège de Mazenod pour avoir un Collège d'enseignement secondaire confessionnel.

Ce Collège illustre bien les mutations internes à l'Église Catholique afin de faciliter son acceptation dans les différents milieux où elle s'est implantée. En effet, il s'agit du premier Collège catholique construit dans la région de l'Adamaoua et, dans le Grand Nord-Cameroun en général. Si au départ, les ambitions du catholicisme visaient les populations réticentes à l'Islam, Yves Plumey voulait également entretenir des relations paisibles avec les autorités traditionnelles locales qui, elles, étaient musulmanes. Le Collège de Mazenod se donna pour mission de permettre aux élèves ayant commencé dans le système catholique de pouvoir poursuivre dans ce régime. Ainsi, les premiers élèves étaient logiquement issus des villages *kirdi* : Mokolo, Doukoula, Yagoua, et même Kaëlé dans l'actuelle Région de l'Extrême-Nord. Le Collège est dirigé par les missionnaires OMI, qui le créent en 1952 sous forme d'institut et l'inaugure officiellement le 8 décembre 1954, jour de la fête de l'Immaculée Conception[12], avec un corps enseignant constitué uniquement de missionnaires occidentaux. Le projet prévoyait que le recrutement des élèves se ferait dans les divers groupes ethniques du Nord-Cameroun afin de préparer parmi eux des élites solides pour le pays ainsi que des futurs prêtres.

[12] Entretien avec Délégué Dieudonné Kifa Enseignant d'histoire et ancien vice principal du Collège de Mazenod ; ancien élève du Collège, le 15 avril 2007 à Ngaoundéré.

De 1954 à 1957, le Collège fut d'abord confié aux Frères des Écoles Chrétiennes[13] qui développèrent sa structure avec l'aide d'autres missionnaires européens. De 1957 à 1960, le Père Pierre Hennart, un OMI, en est le directeur. De 1960 à 1968 le Collège est dirigé par le Père Noël Tassaux, puis de 1968 à 1985, par le Père Robert Guinchard.

Dès cette période, le nombre d'élèves ne cessa de croître, allant de moins d'une centaine d'élèves à sa création à plus de 400 en 1985. L'augmentation des effectifs se fit surtout en juillet 1965, car le Collège épousa définitivement une vocation sociale en ouvrant ses portes à tous, sans distinction de religion ni de sexe, avec un cycle complet de la sixième en terminale. Rappelons que Mgr Yves Plumey voulait jusqu'à cette date, faire du Collège une sorte de séminaire, dans lequel les élèves seraient formés à la future vocation de prêtre ; ce qui justifiait alors l'ouverture au sein du Collège d'un internat[14]. Il n'était donc pas possible d'y admettre des filles et des non-catholiques.

Paragraphe 2 : La politique d'une intégration inter-religieuse

Dès 1965, le dialogue interreligieux est entamé avec les musulmans et les protestants au sein du Collège. Aussitôt, toutes les religions y cohabitent mais pour les célébrations religieuses, elles évoluent séparément : un imam dirige la prière des musulmans, un pasteur celle des protestants et un prêtre ou une religieuse pour les catholiques, ceci au sein du Collège. Dans un but œcuménique, c'est-à-dire de coopération et d'entente entre les Églises, le Collège est ainsi ouvert à toutes les confessions religieuses. Ayant compris que les musulmans ne peuvent se convertir, le Collège leur aménagea un espace de prière près de la chapelle catholique. Avec l'aumônerie protestante, on organisa des échanges permettant à un aumônier catholique d'aller prêcher au Collège Protestant[15] et un pasteur

[13] Les Frères des écoles chrétiennes (ou *Lasalliens*) forment un institut religieux voué à l'éducation des jeunes des classes modestes, fondé à Reims en 1684 par Saint Jean-Baptiste de La Salle (https://fr.wikipedia.org/wiki/Fr%C3%A8res_des_%C3%A9coles_chr%C3%A9tiennes consulté le 12 juin 2013.)

[14] Entretien avec Délégué Dieudonné Kifa, le 15 avril 2007 à Ngaoundéré.

[15] En 1957, la *Sudan Mission*, mission de l'église protestante, crée dans la ville de Meiganga (Adamaoua), un Collège avec uniquement la classe de 6ème. En 1958, l'établissement est réinstallé à Ngaoundéré avec en plus des classes de 5e avec pour objectif d'offrir aux élèves une formation pédagogique afin qu'ils puissent devenir maîtres des écoles. Mais, sous la pression des élèves et dans le souci de conserver leurs

d'en faire de même au Collège de Mazenod[16]. Cette disposition est un fait unique dans un ordre d'enseignement où l'on attend des élèves qu'ils soient le reflet de la vision chrétienne de l'homme, de la vie et du monde, puisqu'éduqués dans un milieu qui se veut être à la fois le lieu d'éducation optimale dans les différentes disciplines et celui d'une bonne formation chrétienne[17].

Étant donné que le nombre d'élèves ne cessait de croître, des modifications furent enregistrées au niveau des enseignements. En effet, les enseignants devaient éviter les sujets d'ordre religieux qui pouvaient éveiller la susceptibilité de certains élèves non catholiques à l'instar de l'adoration de la Croix et la place de Marie dans la foi catholique, sujets sensibles à la fois pour les protestants et pour les musulmans. Sous l'ère Plumey, la nécessité des changements structurels s'opéra sur la base de deux facteurs principaux :

- *Le facteur social* : Dans un milieu où l'Islam était déjà fortement implanté, l'évêque de Garoua (diocèse auquel a appartenu Ngaoundéré jusqu'en 1982), ne pouvait ne pas tenir compte de ce fait. Il fallait donc laisser la possibilité à tous les élèves de pratiquer leurs religions respectives. Le Collège n'a de fait, jamais eu pour mission de convertir les non-catholiques mais de permettre une éducation ouverte à tous.

- *Le facteur œcuménique* : Le Concile Vatican II a prôné l'œcuménisme, c'est-à-dire le rapprochement entre les différentes églises du monde. Dans la situation du Nord-Cameroun où cohabitaient déjà Islam, Protestantisme et animisme, il fallait trouver un consensus qui puisse mettre toutes les parties en accord. Ainsi, seuls les cours de religion étaient obligatoires en tenant compte des différentes sensibilités, et étaient simplement considérés comme des cours de morale. Les messes ne l'étaient pas et pouvaient y participer, les Catholiques en priorité, et les autres s'ils le souhaitaient. Le Collège, se voulant confessionnel par définition va surtout renforcer les uns et les autres dans leur foi respective.

élèves qui auraient pu s'inscrire au Collège de Mazenod, en classes de 4e et de 3e, le Collège Protestant de Ngaoundéré naquit en réponse aux protestants qui voulaient aller plus loin dans les études secondaires (Løde, 1990 : 141-142).

[16] Entretien avec Délégué Dieudonné Kifa, le 15 avril 2007 à Ngaoundéré.

[17] Lettre pastorale des évêques du Cameroun sur l'enseignement catholique adressée aux communautés chrétiennes et à tous les hommes de bonne volonté, 1989.

Paragraphe 3 : Les appuis financiers externes : facteurs d'émergence de l'enseignement confessionnel catholique

À la lumière de ces modifications structurelles, il faut préciser qu'Yves Plumey, de l'aveu de tous les témoignages recueillis auprès des enseignants du Collège et des prêtres du diocèse de Ngaoundéré, était un homme très diplomate. Dans ces premières années qui auraient dues être difficiles, il a su faire jouer le réseau de ses relations en Europe et en Amérique, entre autres, afin d'obtenir des subventions permettant le bon fonctionnement du Collège. Ainsi, il institua des bourses pour les élèves les plus méritants. Il s'occupait lui-même de la scolarité de nombre d'élèves du Collège. Pour faire fonctionner l'internat, il recevait des denrées alimentaires des sociétés agroalimentaires tels que Bonduelle en France[18] (évoquons le passage comme économe au Collège de Mazenod du Père Benoît Bonduelle, en 1956-1957 ; Y. Plumey : 1990 ; 522). Sans oublier les aides « accordée[s] par plusieurs œuvres internationales au service de l'Église missionnaire en ce qui concerne la pastorale, le développement économique dans les pays pauvres. Il convient de citer MISSIO, MISEREOR, L'Aide à L'Église en Détresse, l'Œuvre du Carême de la Suisse, CEBEMO au Pays-Bas » (Y. Plumey : 1990 ; 560), entre autres organismes avec lesquels il tissa des liens de coopération. À cela s'ajoute l'aide de la France à la nouvelle mission et les bienfaiteurs divers. Ces aides permirent au Collège d'être financièrement indépendant et de profiter de l'apport de la Délégation Catholique de Coopérants.[19]

Le 19 novembre 1982, le diocèse de Ngaoundéré est créé, suite à la division de l'archidiocèse de Garoua. À sa création, ce diocèse est placé sous l'autorité de Mgr Jean Pasquier, jusque-là évêque auxiliaire de Garoua. À cette date, le Collège dépendait encore financièrement de Mgr Yves Plumey à travers les aides de ses contacts en Europe et au Canada. Mais un évènement d'une importance capitale bouleversa complètement le fonctionnement du Collège de Mazenod : l'assassinat dans la nuit du 2 au 3 septembre 1991 de Mgr. Yves Plumey. Ce meurtre, dont les causes demeurent inconnues à ce jour, porta un sérieux coup au Collège dans la mesure où il subit plusieurs modifications administratives et financières. Toutefois, il faut reconnaitre que ce bouleversement n'a pas mis fin aux

[18] Emmanuel Ngeuleu, ingénieur en télécommunication, et boursier du Collège de Mazenod en 1964, entretien tenu le 22 juillet 2007 à Yaoundé.
[19] Entretien avec Délégué Dieudonné Kifa, entretien tenu le 15 avril 2007 à Ngaoundéré

efforts consentis au fil des années. L'enseignement confessionnel catholique a su et a pu se faire une place dans un contexte multi religieux et sa présence reste apparemment incontestée.

Section 3 : Impacts de l'enseignement confessionnel catholique

Dès lors, malgré un climat social autrefois hostile, l'enseignement confessionnel catholique a su s'imposer. Dans un essai d'explication sociologique de cette hostilité, Jean-Yves Martin (1971 ; 330) écrit :

> Si l'opposition à l'école dans le Nord est plus manifeste (…), c'est sans doute parce que l'action de celle-ci était plus manifeste et concrète. L'école, c'est avant tout une nouvelle construction dans un village où les enfants sont amenés de force et gardés toute la journée loin de leurs parents, par un étranger, d'où les nombreux refus et l'absentéisme. Au niveau de son action sociologique, l'école a de plus la particularité de frapper à la base, la jeune génération, avenir de la société. On enlève ainsi aux parents leur droit le plus fondamental, celui d'élever leurs enfants comme ils ont eux-mêmes été élevés. À la société traditionnelle, c'est un pouvoir qu'on enlève, celui de se maintenir en tant que telle par le passage des enfants dans son système éducatif. En effet, tout système éducatif participe à l'entretien et à la reproduction de la structure sociale à laquelle il ressortit, et se révèle donc comme étant un instrument essentiel du contrôle social. L'introduction de l'école dans une ethnie c'est la perte, à terme, du contrôle social dans cette ethnie, et donc sa disparition en tant que telle.

La rigueur, la discipline et les résultats dont font montre les établissements confessionnels catholiques ont permis de faciliter leur acceptation. Au Collège de Mazenod par exemple, Les parents y inscrivent leurs enfants pour les « redresser », ou pour qu'ils aient leurs diplômes plus facilement. Un phénomène est à noter à ce propos. Certains parents inscrivent les enfants au lycée où les frais d'écolage sont moins élevés (7500 FCFA pour le premier cycle et 10 000 FCFA pour le second, respectivement 12 et 15 Euros), lorsqu'ils sont dans des classes intermédiaires et, dès lors qu'ils doivent préparer un examen, ils sont inscrits au Collège de Mazenod, où les frais d'écolage vont au-delà de 120 000 FCFA (184 Euros). Cela est assez logique lorsqu'on sait qu'il s'est classé 1er de la région de l'Adamaoua sans discontinue entre 1968 et 2001. Dans le Grand-Nord, les établissements secondaires confessionnels tiennent les premières places dans les classements de l'Office du

Baccalauréat du Cameroun, responsable des examens du Baccalauréat et du Probatoire.

La multiplicité des établissements confessionnels catholiques montre également à suffisance cette acceptation. Nous pouvons ainsi citer entre autres, le Collège Baba Simon de Tokombéré (Région de l'Extrême-Nord) ; le Collège Jacques de Bernon de Maroua (Extrême-Nord) ; le CollègeSainte-Thérèse de Garoua (Nord). Au fil des années, l'œuvre d'Yves Plumey a eu un tel impact dans la ville de Ngaoundéré et ses environs et même dans le Cameroun tout entier, qu'on peut encore retrouver à des postes administratifs, civils et militaires importants de la République, ses anciens élèves. Ainsi, l'enseignement privé catholiquea permis la diffusion de l'enseignement secondaire général. Les OMI furent parallèlement les premiers à mettre sur pied un établissement secondaire technique industriel dans le Grand-Nord-Cameroun en 1970, le Collège d'Enseignement Technique Industriel et Commercial (CETIC) Paul VI à Meiganga (Région de l'Adamaoua). Ce fut l'œuvre du Père Yves Le Jollec, un prêtre Breton anciennement mécanicien de la Marine Française.

L'enseignement confessionnel catholique a ainsi pu produire une bonne partie de l'élite administrative et religieuse du Grand-Nord. Nous pouvons ainsi citer Mohamadou Labarang, diplomate ; Gustave Tchatchouang, ancien pilote à la *Cameroon Airlines* ; Zacharie Nguiman, journaliste et ancien député, l'ancien gouverneur de la province de l'Extrême-Nord, Ahmadou Tidjani, dont nous avons retrouvé dans les archives du Collège de Mazenod, des publications dans le journal *Les échos de Mazenod*. Nous pouvons aussi citer Ayang Luc, président du conseil économique et social et ancien ministre. Des prêtres, parmi l'ancien évêque du diocèse de Ngaoundéré Mgr Joseph Djida ; Mgr. Samuel Kleda, ancien élève du Collège de Mazenod et actuellement évêque de l'Archidiocèse de Douala. Nous ne saurions tous les citer, enseignants, ingénieurs, médecins, hommes d'affaire etc. de toute obédience religieuse.

Conclusion

L'enseignement confessionnel catholique a réussi à s'implanter au Nord-Cameroun, malgré les réticences à la fois de l'administration coloniale française, de l'administration traditionnelle peule islamisée et des conditions géographiques difficiles. Ce succès était en grande partie dû aux efforts des missionnaires OMI en général, et du premier chef de file de ces missionnaires, Yves Plumey, en particulier. Rompus aux missions difficiles, ces missionnaires ont su imposer une institution dont les premiers jours reçurent l'appui financier et pédagogique de plusieurs bienfaiteurs et missionnaires Européens et Canadiens. Malgré tout, il fallait s'adapter au contexte social. Le dialogue inter-religieux avec l'adoption des prêches d'un iman et d'un pasteur protestants dans certains de ces établissements (Collège de Mazenod en l'occurrence) a favorisé cette émergence. La mort d'Yves Plumey marqua certes un frein à la montée fulgurante de cette œuvre, mais pas sa fin. Aujourd'hui, les marques de cette mission diplômante restent perceptibles. L'enseignement privé confessionnel catholique se présente véritablement comme la référence en ce qui concerne l'enseignement au Nord-Cameroun, pourtant socle géographique de l'Islam au Cameroun.

Bibliographie

Abwa, D., 1980, "Le lamidat de Ngaoundéré 1915-1945", *Master's degree* d'Histoire, Université de Yaoundé, 474p.

Adama, H., 2005, "Islam et christianisme dans le bassin du lac Tchad: Dialogue des religions ou dialogue des religieux?" *Recherches Africaines* [en ligne], Numéro 04 - 2005, 2 juin 2005. Disponible sur : http://www.recherches-africaines.net/document.php?id=59.ISSN 1817-423X consulté le 20 avril 2009, (pas de pagination).

Betene, P. L. et Messina, J.P., 1990, *L'enseignement catholique au Cameroun 1890-1990*. Bologne, 330p.

Boutrais, J., éd., 1984, *Le Nord du Cameroun. Des hommes, Une région*, ORSTOM, Paris, 551 p. (Mémoires Orstom, n° 102).

Froelich, J. C., 1954, "Le commandement et l'organisation sociale chez les Foulbé de l'Adamaoua (Cameroun)", in *Études Camerounaises*, septembre-décembre 1954, n°45-46, Institut Français d'Afrique Noire, Centre Cameroun, pp. 4-91.

Gondolo, A., 1978, "Ngaoundéré ou l'évolution d'une cité foulbée", thèse de doctorat de Géographie, Université de Rouen, 225p.

Kare, L., 1990, Appelés à la liberté, histoire de l'église évangélique luthérienne du Cameroun, éditions IMPROCEP, Amstelveen, Pays-Bas, 284p.

Marchand, C., 1970, "L'enseignement au Cameroun sous le mandat Français (1921-39)", thèse de Maîtrise ès arts en histoire, Université Laval-Canada, 212p.

Martin, J.-Y., 1971, "L'école et les sociétés traditionnelles au Cameroun Septentrional", Cahiers de l'O.R.S.T.O.M., série Sciences humaines, vol. VIII, no 3. En ligne sur le lien http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_4/sci_hum/01273.pdf, consulté le 21 mars 2015.

Messina, J. P. et Van Slageren, J., 2005, *Histoire du christianisme au Cameroun, des origines à nos jours*, Karthala, Paris/ Éditions Clé, Yaoundé, 452p.

Ngonga, H., 2010, "Efficacité comparée de l'enseignement public et privé au Cameroun", thèse de Ph.D. en Sciences de l'éducation, Université de Bourgogne, France. Disponible sur http://ressources-

numeriques.u-bourgogne.fr/theses/23011428/these_NGONGA_HENRI_00_00.pdf; consulté le 24 avril 2011, 342p.

Plumey, Y., 1990, Mission Tchad-Cameroun, documents souvenirs visages, l'annonce de l'Évangile au Nord-Cameroun et au Mayo Kebbi 1946-1986, Éditions Oblates, Paris, 574p.

Santerre, R., 1973, *Pédagogie musulmane d'Afrique noire, l'école coranique foulbée du Cameroun*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 175p.

Tassou, A, 2005, "Évolution historique des villes du Nord-Cameroun (XIX^{e} – XX^{e} siècles) : des cités traditionnelles aux villes modernes. Les cas de Maroua, Garoua, Ngaoundéré, Mokolo, Guider et Meiganga", Thèse de doctorat/Ph.D. d'Histoire, Université de Ngaoundéré, 554p.

Tourneux, H. et Iyébi-Mandjeck, O., 1994, *L'école dans une petite ville africaine, Maroua, Cameroun*, Karthala, Paris, 330p.